

PRINTEMPS 1960 DANS LE MONDE

Bientôt s'ouvrira à Paris la « Conférence au sommet ». Depuis des mois Khrouchtchev multiplie les voyages et prodigue des amabilités aux dirigeants impérialistes. Les Etats-Unis pour des raisons relevées par nous dans des articles antérieurs modifient, temporairement, leur politique de guerre froide et cherchent effectivement à aboutir à une certaine détente.

Et voici qu'en l'espace de quelques semaines se trouvent ébranlés un certain nombre des points d'appui de l'impérialisme dans le monde. Une nouvelle phase de la révolution coloniale s'ouvre et l'« innocence » totale des partis dits communistes dans ces événements est éclatante. Plus évidemment que jamais il apparaît que l'aile marchante de la révolution mondiale se situe dans les pays coloniaux et semi-coloniaux que, pudiquement, les charitables capitalistes appellent maintenant « sous-développés ».

L'Afrique du sud vient d'être le théâtre de manifestations très dures, des Noirs contre le servage où les maintiennent les Afrikanders. Les tanks et les mitrailleuses ont encore eu, cette fois-ci, le dernier mot. Mais il est de plus en plus clair qu'une telle situation ne pourra durer longtemps. Déjà les dirigeants gandhistes du Congrès National Africain se voient dépassés par une organisation plus résolue, le Pan-Africanist Congress. Aux frontières de l'Afrique du sud, les Africains, pays après pays, conquièrent leur indépendance. En l'espace de quelques années, ils ont fait des pas importants. Voici que maintenant s'organise une armée de volontaires pour lutter contre l'impérialisme français en Algérie ; l'idée se fait jour d'étendre son action aux autres pays, aux autres peuples africains opprimés. Blanc, que vous soyez colons d'origine hollandaise ou industriels d'origine anglaise, les jours de votre domination sont comptés. Et vous, actionnaires de la De Beers, préparez vos vêtements de deuil. « Seul un fou achèterait aujourd'hui des actions d'Afrique du sud » (« The Economist », 9 avril 1960).

A l'autre bout du monde, le régime sanguinaire de Syngman Rhee s'écroule. Depuis sa mise en place par les Américains, sa seule force était la police et l'armée qu'il avait pu constituer sous la protection de ses tuteurs.

Les bons esprits capitalistes disaient : démocratie, liberté. Les faits, là comme ailleurs, répondaient : oppression féroce et misère du plus grand nombre. Aussi les Coréens (du Sud) se sont soulevés en masse contre ce régime. Les fusillades policières n'ont rien pu arrêter. Dès lors que, par leur courage, les étudiants eurent galvanisé les masses, la clique dirigeante s'écroula. Les Américains ont opéré une rapide retraite politique, mais il va sans dire qu'une telle situation les inquiète fort, et le très représentatif et conscient Walter Lippmann — après avoir mentionné que « la Corée du sud fut créée par les armes américaines, est protégée par la puissance américaine, et est maintenue par des subsides américains » — s'en explique sans fard :

« Cela conviendrait beaucoup mieux pour nous, en Amérique, si nous pouvions laisser la Corée seule, si nous n'avions pas à intervenir, si nous n'avions pas à participer au renversement du gouvernement, si nous n'avions pas à nous soucier de son successeur. Mais la seule alternative à ces choses désagréables est de se retirer de la Corée du sud, de se mettre de côté et de la laisser absorber dans l'orbite de la Chine rouge. Comme nous n'avons aucune intention de permettre que la Corée du sud devienne un satellite

chinois, comme la Corée du sud est tout à fait incapable de maintenir sa propre indépendance et sa propre liberté, elle doit continuer à être — pour ne pas employer le mot satellite — notre cliente et notre pupille. » (Notre mal de tête coréen, « New York Herald Tribune », 30 avril.)

Peut-être sera-t-il possible de replâtrer le régime mais pour combien de temps ? Et l'armistice coréen signé en 1953 ne sera-t-il pas autre chose qu'un armistice ?

Et de la même façon que les luttes des peuples africains ont eu des échos et des prolongements dans TOUS les pays d'Afrique ; que la Révolution algérienne a un retentissement dans le monde colonial qui n'est pas près de s'apaiser, le soulèvement coréen porte ses fruits à l'autre bout de l'Asie. La Turquie connaît depuis des décades un régime policier dont le caractère expéditif a pu empêcher tout développement de mouvements de masse et même de formations d'avant-garde. A ce titre et du fait de sa position géographique, elle constitue pour la coalition impérialiste un bastion de première importance. Les différends entre le Parti républicain de l'ancien président Ismet Inonu, et le Parti « démocrate » de Menderes, détenteur du pouvoir n'expriment certes pas les aspirations des masses turques, mais dans des régimes de cette sorte, c'est au travers de conflits entre les diverses ailes de la bourgeoisie qu'au départ peuvent s'exprimer ces revendications. Se réclamant ouvertement de l'exemple coréen, les étudiants turcs ont tenté de renverser Menderes. Ils n'ont pas, à la différence des étudiants coréens, semble-t-il, réussi à entraîner les grandes masses populaires, mais là encore on est en droit de se poser la question : pour combien de temps ? Cette question, les ministres Affaires étrangères de la coalition atlantique réunis précisément au même moment à Stamboul, doivent aussi se la poser. Quel symbole que cette réunion des représentants du « monde libre », sous une lourde protection de forces armées destinées à empêcher que des étudiants crient : LIBERTE !

A la veille donc de cette conférence au sommet les événements se chargent de souligner la contradiction majeure qui domine ce monde, celle entre le capitalisme et la révolution dont l'antagonisme U.S.A.-U.R.S.S. n'est qu'un des aspects. Des accords sont possibles quoique limités entre les dirigeants soviétiques et les impérialistes. Des accords ne sont pas critiquables a priori ; ce qui est condamnable, c'est la politique de Khrouchtchev qui tend partout à subordonner les luttes des masses, à les freiner, en vue de signer à tout prix des accords. Au delà de quelques vagues propos de sympathie envers les luttes anti-impérialistes, il n'y a rien de la part des dirigeants soviétiques. Et, dans certains cas, comme celui de la Révolution algérienne, les propos principaux de Khrouchtchev ont été des témoignages plus que diplomatiques favorables à de Gaulle.

Cette politique de freinage du mouvement des masses coloniales et ouvrières retarde la progression internationale de la marche au socialisme. Mais le monde est en marche avec une puissance telle que rien ne pourra l'arrêter. Les dirigeants capitalistes, à quelque pays qu'ils appartiennent, sont fondés à considérer avec inquiétude les récents événements. Afrique du Sud, Corée, Turquie, le printemps de 1960 a bien commencé.

Lucien COLLONGES.